

Marche pour le Climat à Saint-Pierre de la Réunion

Ce dimanche 28 mars 2021, Attac Réunion, AID, FSU Réunion, QG Zazalées, Greenpeace Réunion, Alternatiba péi, Collectif Citoyen pour le Climat ou encore Extinction Rebellion ont organisé une marche pour le climat à Saint-Pierre. L'action voulait sensibiliser la population sur les enjeux climatiques, tant au niveau mondial que pour notre territoire, mais aussi pour dénoncer le projet de loi «Climat et résilience» qui sera débattu à l'Assemblée Nationale à compter du 29 mars. Pour les organisateurs de cette marche, ce projet de loi n'est pas à la hauteur des espérances nées à la suite de la «Convention citoyenne pour climat» (CCC) mise en place par Emmanuel Macron.

Avant tout le projet de Loi «Climat et résilience» est au cœur de la contestation. Il sera débattu à l'Assemblée Nationale à compter du 29 mars prochain, et est censé avoir repris les principales recommandations de la Convention citoyenne pour climat. Pas pour les organisateurs, qui estiment que, malgré les promesses, ce texte n'est pas à la hauteur des enjeux climatiques. Seules 30% des propositions sont reprises, et nombre d'entre elles sont repoussées dans le temps (singulièrement outremer) ou voient leurs périmètres restreints.

Selon les dernières prévisions du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), la Terre devrait subir une augmentation des températures de 3°C d'ici la fin de ce siècle. Cela, dans les prévisions les plus optimistes puisque l'ONU n'hésite pas à évoquer une hausse comprise entre 3°C et 5°C.

Preuve que cette tendance au réchauffement climatique se confirme, l'année 2020 fut l'année la plus chaude jamais enregistrée, selon l'ONU (<https://www.ipreunion.com/france-monde/reportage/2021/01/14/climat-vers-un-rechauffement-catastrophique-alerte-onu.129698.html>), dépassant le record de 2016, malgré une année perturbée par la Covid-19 qui avait fortement diminué l'émission de gaz à effet de serre à cause du confinement quasi mondial.

Ce triste record a comme corollaire une hausse des catastrophes météorologiques majeures sur la planète, des méga feux ayant ravagé l'Australie et les Etats-Unis, des ouragans en série dans les Caraïbes, des inondations au Bangladesh, les pires de l'histoire de ce pays d'Asie: l'ensemble des catastrophes ont causé 3500 décès, déplacé 13,5 millions de personnes, et à l'origine de 150 milliards d'euros de dollars de dégâts.

Selon Météo France, la hausse des températures est aussi une réalité à La Réunion. Selon une étude de 2015, l'analyse des tendances depuis 40 ans révèle une hausse significative des températures moyennes sur l'ensemble des postes de mesures de l'ordre de 0,15°C à 0,2°C par décennie, soit près d'1°C sur un demi-siècle. Une tendance qui s'est accélérée puisque l'été 2019, par exemple, fut l'été le chaud à La Réunion des 51 dernières années.

L'autre principale conséquence, des phénomènes de sécheresse. La période de mai à décembre 2020 a été qualifiée par Météo France d'exceptionnelle en déficit hydrique. Conséquences, les agriculteurs qui se retrouvent en difficulté dans le cadre de leur activité, et les Réunionnais, nombreux à subir des coupures d'eau, dans l'Est notamment. Et cela ne fera qu'empirer.

La Marche

Elle avait pour trajet de la Mairie de Saint-Pierre jusqu'à la zone Casabona, en bordure de Nationale 2, où la mairie envisage l'arrachage de 80 pieds de bois pour y construire un Centre Commercial. Intention directement opposée au Changement climatique et raisons de ce trajet, par la rue des Bons Enfants.

Justement, 400 personnes environ ont défilé dans une atmosphère «bon enfant», après avoir été informées avant le départ par les organisateurs sur la tenue, le parcours, et les motifs. Quelques questions (Cf. aparté) ont été posées à Guillaume Robert, jeune homme de 25 ans, citoyen réunionnais tiré au sort et ayant participé à la CCC, qui nous a décrit le fonctionnement de la Convention et a témoigné de la déception du gouvernement de n'avoir saisi que 30% des items, et encore certains amendés. Les plus importants en termes d'impact ayant tout simplement été biffés du programme législatif.

Un discours émanant des 400 organisations métropolitaines a été lu. De quoi motiver les personnes présentes déjà fortement conscientisées. La Réunion a ainsi fait partie des 110000 marcheurs ce jour-là en France, pour alerter sur le changement climatique et ses conséquences.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID